



Le 8 mars : toute une histoire
(2009)

fps

Françoise Claude
Secrétariat général
02/515.04.01

francoise.claude@mutsoc.be

Ce texte sert notamment de base à
un article publié dans Femmes Plurielles
n° 25, mars 2009.

On sait que l'histoire des femmes, du genre et des rapports entre les sexes est un peu le « continent noir » des historien-nes. Même si les choses bougent lentement, même si de plus en plus de chercheuses et de chercheurs s'attellent à cet énorme champ, le grand public et même les enseignant-es n'en connaissent pas grand-chose. De plus, ce qu'ils croient savoir est souvent le fruit de légendes. Ainsi les fameux « brûlages de soutien-gorge » dont on nous rebat les oreilles dès qu'on ose se déclarer féministe, et qui n'ont jamais eu lieu. Selon Florence Montreynaud, historienne¹, la véritable histoire est que pour protester lors d'un concours de « Miss America » en 1968, des femmes jetèrent symboliquement à la poubelle maquillage, talons hauts et autres lingerie sexy, attributs de la « femme-objet » qu'elles refusaient d'être.

L'histoire du 8 mars n'est pas plus claire. Depuis les années '50, dans les pays occidentaux, se transmet une légende selon laquelle cette date commémorerait une manifestation d'ouvrières réprimée dans le sang à New York en 1857. Même si elle est plus respectueuse des femmes concernées, il semble que cette belle histoire soit elle aussi inventée de toutes pièces, puisque les journaux ne rapportent aucune manifestation à New York ce jour-là. Cette légende semble avoir été introduite par le parti communiste français dans un article de « l'Humanité-Dimanche » du 13 mars 1955.

Question de classe, question de genre

En réalité, l'idée d'instaurer une journée pour les droits des femmes a été lancée en 1910 lors de la 2^{ème} Conférence internationale des femmes socialistes à Copenhague, sur l'initiative de Clara Zetkin, journaliste féministe et marxiste allemande (1857 – 1933)². Elle relayait l'idée déjà émise l'année précédente par des femmes socialistes américaines. Dès 1911 et les années suivantes, de nombreuses manifestations de femmes sont organisées partout en Europe durant le mois de mars. Le 8 mars 1917³, eut lieu à Petrograd (Saint-Petersbourg) une manifestation de femmes ouvrières dont la date sera retenue par la suite par Lénine pour la déclarer Journée internationale des femmes. Dès l'entre-deux-guerres et dans les décennies suivantes, la tradition s'installe de manière plus ou moins officielle dans de nombreux pays dont la Chine et les pays du bloc de l'Est. Par la suite différents Etats adopteront officiellement cette journée comme dédiée aux droits des femmes et à l'égalité des sexes. Certains en font même un jour férié (Burkina Faso, Laos, Algérie...). En 1977, l'ONU déclare le 8 mars journée internationale des femmes.

Il semble donc bien que, de façon assez marginale il est vrai, la journée ait fait l'objet de récupérations et de manipulations aux objectifs assez confus, se situant à la fois dans le contexte de la guerre froide et dans celui de l'opposition entre d'une part le milieu socialiste (au sens très large), y

¹ Florence Montreynaud, *Le 8 mars, mais pour quoi faire ?*, in Le monde Diplomatique mars 1999

² Les informations historiques sont issues d'un article de Liliane Kandel et Françoise Picq, *Mythe et histoire de la journée internationale des femmes*, in La Revue d'en face, octobre 1982, cité par 8mars.online.fr.

³ 23 février du calendrier russe

compris les femmes, et d'autre part ce que ces mêmes milieux appelaient alors le « féminisme bourgeois ». Sous des apparences assez anodines, on est ici en plein dans l'histoire des relations difficiles entre le mouvement ouvrier et le mouvement des femmes. Par leur nature même, les FPS sont évidemment aux premières loges de ces enjeux, bien qu'elles aient toujours mis en œuvre un réel féminisme – sans toujours en assumer le nom : féminisme des femmes travailleuses, portant les revendications des ouvrières à l'époque où le travail rémunéré des femmes n'était pas la norme dans les milieux plus aisés. Lutte pour une scolarisation des filles aussi qualifiante que celle des garçons. Défense des femmes peu qualifiées et de leur droit à l'emploi. Promotion de l'égalité dans le couple et du planning familial.

Il n'est donc pas question de nier que l'exploitation des femmes et leur situation dominée prenne des formes bien différentes et qu'elle ait une gravité très variable selon leur classe sociale, selon leur niveau de diplôme, selon leurs origines nationales et bien sûr selon leur statut administratif (en séjour légal ou non) ; il est tout aussi incontestable qu'il existe des femmes pour exploiter d'autres femmes (et hommes), comme il existe des hommes pour exploiter d'autres hommes (et femmes). Il n'en reste pas moins que les femmes partagent toutes certaines discriminations qui sont réellement liées à leur genre : inégal partage des responsabilités familiales, réification sexuelle, violences du partenaire, freins à la liberté de reproduction, inégalités salariales n'en sont que quelques exemples.

Féminisme et socialisme

Tout cela nous emmène bien loin du 8 mars ? Pas tant que ça, puisqu'en réalité, le 8 mars relève bien, dès l'origine, à la fois de l'histoire ouvrière et du monde socialiste/communiste, autant que de celle du féminisme. À la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècle, cela n'avait d'ailleurs rien de contradictoire ; socialisme et marxisme pouvaient aller de pair avec des revendications féministes. En Belgique, par exemple, l'acte fondateur du Parti Ouvrier Belge (POB), dit « Charte de Quaregnon », semble tenir comme allant de soi le principe de l'égalité des sexes (1893)⁴. À la même époque, le programme du parti revendique d'ailleurs « le suffrage universel sans distinction de sexe » (1894). C'est plus tard que les choses vont se gâter. Partageant en cela les craintes du Parti libéral et persuadé de l'influence du clergé sur elles, le POB, craignant que le vote des femmes ne lui soit pas favorable, cessera de soutenir les revendications féministes dans ce domaine. De plus, on l'a vu, beaucoup de membres du mouvement ouvrier reprocheront aux militantes féministes de diviser les luttes et de nuire ainsi au combat de la classe ouvrière en mettant en avant des revendications « sectorielles » (?). Les militants communistes (entre autres) croyaient fermement que les inégalités de sexe disparaîtraient d'elles-mêmes par le simple fait de l'instauration de la société socialiste...

⁴ « Le Parti ouvrier déclare qu'il se considère comme le représentant, non seulement de la classe ouvrière, mais de tous les opprimés, sans distinction de nationalité, de culte, de race ou de sexe »

Aujourd'hui, les mouvements de gauche et d'extrême-gauche ont fait « amende honorable » et ont tous intégré la lutte pour l'égalité des sexes comme partie intégrante de leur doctrine (même si les actes ne suivent pas toujours). Parmi de multiples exemples, je cite ici un texte publié par le Parti Communiste français sur son site :

Comme la société, le mouvement ouvrier, les syndicats, les institutions, le parti communiste s'est construit au masculin. Aussi, les femmes communistes qui portaient des revendications féministes, ne seront pas entendues et seront parfois combattues par des militantes et des militants, considérant leur combat comme émanant d'un mouvement de contestation à part, mineur.

Dans les années 60, les prises de position du Parti communiste contre les revendications formulées par les féministes réclamant la légalisation de l'avortement vont avoir des conséquences lourdes pendant une longue période. Nous n'avons pas voulu entendre, ni prendre en compte l'aspiration des femmes, des couples à maîtriser leur fécondité.

Nous considérons que les questions centrales étaient celles de l'égalité des salaires, de l'emploi, du droit et des moyens pour la maternité et l'enfant. Pour le PCF, le mouvement de libération des femmes qui lutte pour la contraception et l'avortement est considéré comme un mouvement petit-bourgeois faisant diversion par rapport à la lutte de classe. Cette démarche était le reflet d'un aveuglement sur les enjeux que représentait cette nouvelle vague du féminisme.

Pour les féministes, la société n'était pas seulement capitaliste, mais également patriarcale, les divergences entre articulation capitaliste et patriarcat nous ont conduit à occulter la nécessité d'articuler lutte anti-capitaliste et anti-patriarcale.

Pendant ces années nous avons reproché aux mouvements féministes de mener des luttes partielles, de ne pas mettre en cause le système capitaliste. Nous considérons qu'il fallait d'abord changer la société et que ce changement entraînerait lui-même une transformation des rapports sociaux, une évolution des mentalités.⁵

Et aujourd'hui

On voit que les choses ont largement changé au cours de ces 20 dernières années. Mais certaines séquelles restent cependant de l'époque où les féministes se divisaient entre elles selon leurs proximités idéologiques. Notre propre mouvement en a longtemps porté la trace, bien qu'il ait participé à toutes les luttes des femmes, y compris pour le planning familial⁶. Les mouvements de

⁵ Laurence Cohen, introduction à la séance « Communisme et féminisme », secteur formation, 2005 (www.pcf.fr).

⁶ Les FPS ont, par exemple, ouvert leur première consultation conjugale en 1934. Elles défendent dès ce moment, et tout au long de leur histoire, le droit des femmes à choisir librement leur maternité.

femmes sont le reflet de la diversité des idéologies et des priorités. Le fait que certaines mettent plus l'accent sur les questions liées à l'emploi, d'autres sur la liberté sexuelle et reproductive, d'autres encore sur l'image des femmes dans la publicité et les médias, etc., ne pose réellement aucun problème. Pas plus que les débats de fond animés et même parfois très chauds, tant que le respect reste de mise.

Mais revenons une dernière fois au 8 mars. Quoi qu'il en soit de cette histoire bien ancrée dans son siècle, il reste que chaque année ce jour-là, dans le monde entier, des dizaines de milliers de femmes (et quelques hommes) organisent ou participent à des rencontres, manifestations, interpellations politiques en tout genre pour faire avancer la cause de l'égalité et du droit des femmes. Il n'est pas proche, malheureusement, le temps où ces revendications ne seront plus nécessaires, que ce soit ici ou ailleurs.

Deux remarques pour conclure :

1. le 8 mars, ce n'est pas la journée de LA femme, mais bien la journée des femmes. Le fait d'être une femme n'apporte en soi aucun droit en plus ou en moins (contrairement au fait d'être un enfant, d'où la Convention Internationale des droits de L'ENFANT, ou au fait d'être un être humain, d'où les si mal nommés « droits de L'Homme »). Etre une femme, ce n'est rien de plus qu'être un homme, c'est-à-dire la moitié de l'humanité. Les droits que nous avons ne tiennent pas à notre sexe, mais à notre appartenance à la race humaine. Pas plus qu'il n'y a d'archétype masculin, il n'y a d' « éternel féminin » : nous sommes tous et toutes différent-es les un-es des autres et c'est en tant qu'individus que nous avons des droits.
2. mais le 8 mars, c'est encore moins LA FÊTE des femmes. Il n'est pas inutile de le rappeler, puisque depuis quelques années cette dérive commerciale semble s'installer : après la fête des mères, et celle des secrétaires, c'est maintenant pour la « fête » des femmes qu'il faut leur offrir un bouquet de fleurs ou un dîner au restaurant. Cette manière d'enlever tout sens politique à une tradition qui en a tant a quelque chose de détestable... Autre époque, autre type de récupération !